

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2008)  
**Heft:** 1768

**Artikel:** Pourquoi Zurich est le berceau de la droite dure helvétique : un essai d'interprétation politique entre histoire, urbanisme et économie  
**Autor:** Marco, Daniel  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1012411>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 14.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

avec une pelouse autour et au moins deux places de stationnement au droit de la route. Des centaines de milliers de ces bâtisses ont été construites ces dernières années, à la faveur d'un crédit de plus en plus facile. Belle contribution au mitage et au bituminage du territoire, à l'étalement urbain (*sprawling*), à l'accroissement du trafic motorisé, etc. Bref, un gâchis spatial et climatique

total.

Personne ne semble trop s'en formaliser dans le pays des grands espaces gouvernés par Georges W. Bush. Il est vrai que la politique fédérale d'aménagement du territoire semble avoir connu son apogée avec le *New Deal* des années trente du siècle dernier. Et les quelque 10'000 fonctionnaires du *Bureau of Land Management*, créé en 1946, se

contentent de gérer un bon million de kilomètres carrés appartenant à l'Etat fédéral, principalement localisés dans le centre-ouest des USA, la zone la moins peuplée de tout le pays. Les terrains sis dans les régions urbanisées, plus densément occupées, sont évidemment trop précieux pour émarger aux compétences des pouvoirs publics plutôt qu'aux lois du marché.

## Pourquoi Zurich est le berceau de la droite dure helvétique

### *Un essai d'interprétation politique entre histoire, urbanisme et économie*

Daniel Marco (13 février 2008)

Pourquoi les tenants de la droite dure dans deux grands partis nationaux, l'Union démocratique du centre (UDC) et le parti radical démocratique (PRD), sont-ils originaires du canton de Zurich? Pourquoi les courants politiques que représentent Blocher et Merz et leurs fidèles lieutenants, courants dans lesquels existent une forte composante anti-européenne primaire et, ne l'oublions pas, un fort attrait américain plutôt républicain, proviennent-ils d'un lieu assez bien délimité du territoire helvétique?

Un ami zurichois m'a soufflé le début d'une réponse: Alfred Escher (1819-1882), l'industriel et banquier zurichois, l'un des pères fondateurs de la Suisse moderne et du Crédit Suisse, surnommé le tsar de Zurich, était un manchestérien pur et dur, partisan d'un capitalisme sans frein et d'une politique de laissez-faire, d'une régulation par le seul marché, sans règle

ni droit pour le travail. Un modèle bien éloigné du capitalisme rhénan, dit social, de l'Allemagne d'après 1945.

Mais cette piste n'explique pas tout. La culture et l'histoire, fussent-elles économiques, sont des éléments importants, mais pas exclusifs. D'autant plus, qu'Alfred Escher fut contesté avec succès par le mouvement démocratique, comme le sont aujourd'hui, peut-être avec moins de réussite, les chefs de l'UDC. Il est nécessaire de ressortir des faits plus récents qui, semés dans ces terreaux, peuvent expliquer Zurich, «berceau» de la «droite dure».

Il y a une bonne dizaine d'années, Zurich se profilait comme la ville la plus importante du pays, l'agglomération principale, la métropole, au sens premier de ville-mère, de la Suisse. Elle ne semblait pas être en concurrence avec les autres

viles helvétiques, mais avec d'autres villes européennes comme Londres, Francfort, Paris ou Bruxelles. Elle devenait une ville globale, un centre international de contrôle et de décision. Ce fut alors la stratégie de l'«*Unique*» et les appellations emblématiques de *Unique Airport* pour l'aéroport de Kloten et de *Downtown Switzerland* pour la ville elle-même. Une stratégie d'où la naïveté n'était pas absente et qui manifestait sinon une arrogance, du moins une difficulté pour les Zurichois à assumer leur rôle: on ne naît pas habitant – responsable – d'une métropole, on le devient!

Mais depuis lors, quelques turbulences ont bousculé cet ambitieux projet: la faillite de Swissair, le rachat de Swiss par Lufthansa... et aujourd'hui la crise d'UBS. Certes de nombreuses autres activités et entreprises se portent bien, mais il est difficile d'être en

concurrence avec des villes d'Europe lorsque l'on n'est pas dans l'Europe.

Quand on affiche l'ambition d'être «*Unique*», l'*Alleingang*

de la «*droite dure*», anti-européenne et pro-américaine, a un double prix. Il agit comme un frein économique et social qui engendre des déçus et des mécontents de toutes

provenances, lesquels rejoignent le camp de la droite dure et poussent ses leaders à radicaliser leur politique.

## Sur l'Internet, les barrières douanières poussent à la fraude

### *Acheter la bande originale du film Juno est impossible en Suisse*

Pierre Imhof (12 février 2008)

C'est à se demander si les majors de la musique se sont rendu compte de la mondialisation de l'économie. Ils ne cessent de se plaindre d'une baisse de leurs ventes et des piratages dont ils sont l'objet par les sites d'échanges en ligne; ils obtiennent des gouvernements (suisse notamment) de plus en plus de licences globales, c'est à dire liées non plus à l'achat d'une oeuvre, mais en fonction de l'outil qui permet de la télécharger, de la stocker et de l'écouter, taxant ainsi plusieurs fois ceux qui achètent et consomment légalement (ou ceux qui ne consomment pas...). Pendant ce temps, les vendeurs de musique ne prennent pas, de leur côté, les mesures qui s'imposent, à savoir faciliter l'accès en ligne, lever les barrières techniques (normes incompatibles) et douanières que le monde

virtuel maintient.

Petit exemple vécu.

Emballé par le film *Juno*, qui narre avec humour et rythme les aventures d'une adolescente américaine enceinte, je souhaite à peine sorti du cinéma acheter la bande originale du film. Je ne la trouve pas sur iTunes. Une recherche sur Internet me met rapidement en contact avec... iTunes, mais il s'agit du magasin en ligne «*français*», et non «*suisse*» où j'ai un compte ouvert (le serveur de l'un et de l'autre semblent situé en Irlande). Malgré plusieurs tentatives, impossible d'acheter cette musique, et impossible d'ouvrir un compte sur iTunes France avec une carte de crédit suisse.

Même mésaventure avec le magasin en ligne de Virgin, sur

lequel pointe un autre lien.

Je finis par renoncer, non sans avoir repéré au passage plusieurs possibilités de téléchargement gratuit via Limewire, un de ces réseaux d'échange en ligne contre lequel les majors de la musique se battent.

Renseignements pris, il se trouve que les droits pour la Suisse de la bande originale de *Juno* n'ont pas été attribués. Résultat, on trouve des sites pour la télécharger, mais impossible de mener l'opération à terme. Comment s'étonner que, dans ces conditions, que les Suisses chargent leur musique sans la payer? Et ce d'autant plus que j'ai déjà financé une licence globale lorsque j'ai acheté mon lecteur, sur la base de sa capacité.